

Conakry, Guinée, 19 août (Infosplusgabon) - L'ancien ministre guinéen de la Réconciliation nationale, Amadou Oury Bah, a indiqué, lundi, qu'il est « plus que nécessaire » qu'un procès ait lieu au plus vite sur les massacres du 28 septembre 2009 ayant touché des sympathisants et militants de l'opposition guinéenne.

Membre fondateur du principal parti de l'opposition, l'Union des forces démocratiques de Guinée (UFDG), dont il est exclu depuis 2016, l'ex-ministre du gouvernement du défunt président Lansana Conté, a souligné que les Guinéens doivent tourner la page définitivement de ces « tristes et douloureux événements » à l'issue d'un procès équitable.

Président d'alors de la commission d'organisation de la manifestation du 28 septembre 2009 qui avait pour objectif de dénoncer pacifiquement la volonté de la junte militaire de ne pas céder le pouvoir à l'issue de la transition, il a plaidé pour que la justice aille en profondeur dans ses démarches pour sanctionner les coupables de ces crimes qui ont, selon lui, endeuillé la nation guinéenne.

«Rendre justice est un acte de courage. La justice doit prendre des mesures pour qu'il n'y ait plus de telles choses en Guinée », a-t-il dit, assurant que « seul l'intérêt supérieur de la nation doit prévaloir ».

Selon lui, il faut impliquer la justice pénale pour que toutes les responsabilités soient situées.

Les déclarations de l'homme politique, qui se dit « animateur du mouvement du renouveau » de l'UFDG depuis son exclusion de ce parti, sont faites quelques jours après les explications fournies par le gouvernement et le comité de pilotage des événements du 28 septembre au cours d'une conférence de presse.

Les Nations unies avaient estimé que 150 personnes avaient été tuées lors de ces événements, tandis que des dizaines de femmes avaient été violées sur les lieux de la manifestation au stade du 28 septembre à Conakry.

Récemment, le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Mamadou Lamine Fofana, a indiqué au cours d'une conférence de presse que le procès, qui aura lieu sur place, mais sans en préciser la date, va coûter environ 10 millions d'euros, dont les 70 pc seront débloqués par le gouvernement, le reste par les partenaires financiers.

«C'est un procès national qu'il faut bien préparer afin qu'il n'y ait pas de failles. Avec l'appui des partenaires techniques et financiers, l'affaire peut être jugée ici en Guinée », avait-il dit.

Quelques jours après les explications fournies par le ministre de la Justice, l'ancien Premier ministre, par ailleurs leader de l'Union des forces républicaines (UFR), Sidya Touré, a déclaré sur les ondes d'une radio privée locale qu'il avait été appelé à 1h du matin, soit moins de 8h avant la manifestation, par le chef de la junte d'alors, Moussa Dadis Camara, pour annuler la manifestation.

Il a indiqué avoir signifié au chef de la junte que ce n'était plus possible d'annuler à cette heure la manifestation.

L'ancien chef du gouvernement, rappelle-t-on, plusieurs leaders politiques, des acteurs de la société civile et des jeunes avaient convergé vers le stade du 28 septembre où ils ont été encerclés par les forces de l'ordre qui ont tiré à balles réelles sur les manifestants, violé des filles et femmes sur les lieux de la manifestation.

FIN/INFOSPLUSGABON/PML/GABON2019

© Copyright Infosplusgabon